

Via Sud éducation 93

L'Éducation nationale et l'extrême-droite main dans la main contre l'école.

Nous, les dix-neuf enseignant·es de l'école élémentaire Louis Pasteur à Saint-Denis, venons d'apprendre ce lundi 4 avril que six d'entre nous allons subir une mutation « dans l'intérêt du service », dans les jours à venir.

Cette décision des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN 93) est la suite d'une série de maltraitances institutionnelles que nous subissons depuis des années, notamment pour notre attachement au fonctionnement collégial de l'école.

A la rentrée 2021, après une année sans direction d'école où l'équipe a dû porter seule les charges administratives, une nouvelle directrice a été nommée par la direction académique.

Très rapidement, celle-ci a mise en place des pratiques managériales allant contre le fonctionnement collectif et coopératif de notre équipe et ne prenant jamais en compte l'intérêt des enfants. empêchements à travailler (rétention d'informations, non accès au matériel et aux locaux), autoritarisme (non respect des décisions du conseil des maître·s·ses, interdiction de sorties) pressions psychologiques, humiliation devant parents et élèves, mensonges, diffamation et propos calomnieux, incitation auprès de parents d'élèves à produire des écrits ou même porter plainte contre des enseignant·es pour motifs calomnieux, et autres fautes professionnelles graves, comme la falsification des élections de parents d'élèves.

Alors que nous avons alerté notre hiérarchie de tous ses agissements et de la souffrance que cela engendrait au quotidien, la seule réponse de l'administration a été de diligenter une enquête administrative pour "climat scolaire dégradé" en décembre 2021. Nous avons alors dû subir, tout au long de celle-ci, des entretiens humiliants et à charge.

Nous avons appris par la suite que la directrice entretenait des relations avec l'extrême-droite, ce qui a été confirmé par un article publié dans l'Incorrect (journal d'extrême-droite), en janvier 2022 dans lequel elle diffame les collègues de l'école.¹

Aujourd'hui, l'institution au lieu de nous protéger comme il est de son devoir (nos demandes de protection fonctionnelle sont restées par ailleurs sans réponse), nous réprime violemment et ;collabore ainsi avec l'extrême-droite !

En prenant cette décision de muter de force des collègues investi·es auprès de leurs élèves (certain·es enseignant·es sont en poste depuis plus de dix ans dans l'école) sous prétexte d'une volonté de retour à la « sérénité de l'école », l'administration prive les élèves de six classes de leur maître·sse en plein cours de l'année scolaire et désorganise ainsi le service public d'éducation.

Loin de nous apporter « sérénité », cette décision attise notre colère envers l'institution qui nous méprise. Nous nous mobiliserons collectivement, avec détermination et par tous les moyens possibles pour empêcher ces mutations.

Nous nous réunissons ce mardi 5 avril pour décider des actions à mener.

On touche pas à nos collègues !

1 G. Robin, « Gauchisme à l'école. Le niveau monte », L'Incorrect, n° 49, janvier 2022.